



Déclaration des élus de la CGT Éduc'Action

à la CAPA du 25 Novembre 2015

Nous ne pouvons commencer cette déclaration sans exprimer de nouveau notre soutien et notre solidarité à l'ensemble des familles touchées par la tragédie du vendredi 13 novembre. Nous tenons aussi à saluer la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services publics, en particulier le travail des personnels de l'Éducation nationale avec leurs élèves.

La CGT réaffirme ses valeurs de paix et de fraternité dans son combat pour le progrès social, la démocratie, la liberté, la laïcité, nécessaires au bien vivre ensemble. Elle refuse toute stigmatisation des étrangers et amalgame entre immigration et terrorisme.

Nous devons aujourd'hui construire une France plus solidaire, seule réponse efficace.

La situation douloureuse touche la conscience de chacun des citoyens, mais c'est bien le combat pour la justice sociale qui fera reculer les guerres, le terrorisme, le fondamentalisme, la xénophobie, le racisme, l'obscurantisme et la régression.

Plus que jamais, la CGT sera avec les salarié-es pour refuser les reculs sociaux et se mobiliser pour les salaires, l'emploi, la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail, la protection sociale, les libertés syndicales.

La CAPA concernant les avancements d'échelon nous permet de réaffirmer que l'Etat doit marquer de la reconnaissance envers les fonctionnaires. Le seul espoir des fonctionnaires d'être reconnus se fait avec l'avancement d'échelon. Mais l'avancement de carrière est lié à la notation, il est donc par nature inégalitaire. Avec une nième année de blocage du point

d'indice, référence dans le calcul des traitements des fonctionnaires et le passage en force du PPCR (parcours professionnels, des carrières et des rémunérations), l'état nous prouve le contraire.